ANARCHOSYNDICALISME !

2 EUROS /// N°118 /// JUIN - JUILLET - AOUT 2010 /// ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086

LA PLANETE EN ETAT DE CHOC

_Les retraites : un vrai « faux problème »
_ Stop à la ségrégation
_ Clinique des Chaumes
_ Misère du néologisme, néologisme de la misère
_ Quelques indicateurs et un rappel sur le capitalisme
_ Serbie : les nervis du pouvoir
Grèce : un mouvement qui se cherche_
Starpeople & Qualytel Téléservice : coucou c'est encore nous_
Espagne : CNT-AIT 100 ans de luttes ... qui continuent_
La gueule ouverte_
Quand un volcan fait boum..._
In memoriam Emile Trave_

C.N.T - A.I.T RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

ABONNEMENT UN AN
Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien : 20 euros ou plus

Libellez les chèques à l'ordre de :
CDES
CCP 3 087 21 H Toulouse

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR :

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement.

Si ce numéro est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

Si votre abonnement est à jour, ne tenez pas compte des prospectus de relance qui peuvent être inserrés automatiquement dans le journal.

POUR DIFFUSER ANARCHOSYNDICALISME ! AUTOUR DE VOUS

Vous pouvez recevoir plusieurs exemplaires pour les diffuser. Prenez contact avec le journal pour les modalités pratiques.

Tout contact avec le journal :

CNT-AIT
7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

Les articles et des infos en ligne sur les sites :

http://cnt-ait-toulouse.fr

http://cnt-ait.info
(CNT-AIT de Paris-Nord)

http://cnt.ait.caen.free.fr/
(avec forum)

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants, salariés ou chômeurs.

Directeur : J. Pastor

POUR BIEN RECEVOIR VOTRE JOURNAL

La dégradation constante des conditions de travail à « La Poste » n'est pas sans conséquences sur la diffusion de notre journal. Des journaux qui, depuis des années, parvenaient sans difficulté à leurs destinataires nous reviennent maintenant avec la mention « adresse incomplète » (parce qu'il manque par exemple un n° de boîte, d'escalier…). Pour continuer à recevoir régulièrement ce journal, vérifiez la bande d'expédition. Signalez-nous au plus tôt tout complément d'adresse, toute erreur qu'il conviendrait de rectifier. Merci à tous.

LA PLANETE EN ETAT DE CHOC

"La politique de la France ne se mène pas à la Corbeille", tout le monde connaît la célèbre phrase du général De Gaulle. Ce dernier, instruit par la collaboration des milieux d'affaires avec le nazisme, savait au moins de quoi étaient capables les hommes d'argent. Les derniers événements nous le montrent : de nos jours la politique de la planète, pire qu'à "la corbeille", se mène dans un tas d'ordures

Enième épisode de la crise amorcée en 2007, nous voyons les gouvernements de différents pays prendre successivement des mesures antisociales contre leurs propres populations aux seules fins de satisfaire les appétits du capitalisme. Depuis trois ans la presse nous abreuve de termes ésotériques décrivant des techniques spéculatives : des tonnes d'articles spécialisés pour masquer comment les riches volent aux pauvres, pour continuer d'évoquer on ne sait quel néocapitalisme ou ultralibéralisme. Jusqu'à quand ces mots éviteront-ils de parler de l'écoeurement qui nous envahit ? Ces pratiques qui réduisent les Habitants de la Terre à la famine et à la misère sont des crimes, et ceux qui les commettent sont des criminels.

Comme pour bien illustrer ce propos, la compagnie BP a réussi un gros coup : une fuite de pétrole qui semble sans fin, aussi inextinguible que la voracité des financiers. Depuis plus d'un mois des centaines de milliers de litres de saletés sont déversées quotidiennement dans le Golfe du Mexique ! On nous dit maintenant que le "trou" serait colmaté... mais BP nous a surtout prouvé, qu'en en plus du reste, le capitalisme est aussi une machine a produire de la m....

Encore une fois soulignons la responsabilité écrasante de cette bande d'affairistes dans la crise écologique permanente qui transforme cette pauvre planète en décharge : il y a quelques décennies, ils ont effectué des choix cruciaux en la matière et nous en payons maintenant les résultats, au prix fort. Ce sont bien ces mêmes dirigeants industriels qui ont poussé leurs complices politiciens à ne rien faire de sérieux dans le domaine de la recherche et du développement des énergies renouvelables pour mieux nous enfoncer dans les industries pétrolières et nucléaires (éventuellement à coups de matraque, pour ceux qui sommes allés manifester sur les chantiers des centrales...) : pour eux il importait trop de continuer à renforcer la dépendance énergétique des populations et donc de continuer à générer des profits là-dessus.

Pour couronner le tout, les innombrables affaires de pédophilie et de prostitution qui secouent le monde des grenouilles de divers bénitiers, celui précisément que la morale dominante et culpabilisatrice veut nous donner en exemple, celui qui inspire les sermons et les remontrances des juges et des médias, nous rappellent que l'ostentation n'est jamais très loin de la tartufferie. Devant un tel spectacle, où le sordide côtoie le catastrophique, le monde semble frappé de stupeur, comme si la colère qui s'en éveillera en était encore à s'en frotter les yeux.

LES RETRAITES :
UN VRAI « FAUX PROBLÈME »

Depuis plusieurs années, nous sommes soumis à un matraquage médiatique qui a pour but de faire intégrer à toute la population une seule et même rengaine : du fait de l'allongement de l'espérance de vie (fort inégalement répartie d'ailleurs, mais cela n'intéresse personne), du fait de la concurrence internationale, du fait de tant d'autres choses, notre système de retraites va à l'asphyxie, il ne sera plus possible de payer, etc., etc. Une simple observation de la réalité économique montre que ces longs et prétentieux discours constituent purement et simplement une manipulation.

En effet, le problème de base, c'est de savoir à qui vont les « bénéfices » dégagés par toutes les activités de production (ce qu'on appelle en gros en langage économique la « plus-value » ou la « valeur ajoutée »).

LES CHIFFRES PARLENT

Or, sur ce plan, les chiffres parlent. Voici ce qu'ils disent. Citons un document incontesté du très officiel INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques)*[1] : en 1981, les trois quarts (74 % exactement) de la création de richesse produite en France allaient aux salariés. En 2009, ce pourcentage était tombé à 65 % ! Le constat est donc simple : la part de la production que les travailleurs reçoivent a diminué de presque 10 % en moins de trente ans. Cela représente des sommes fabuleuses qui permettraient à elles seules de régler « le problème des retraites » si on le voulait.

En effet, en France pour la seule année 2009, la valeur ajoutée produite a été de 1 434 milliards d'euros. Si la répartition s'était faite dans les mêmes proportions qu'en 1981, 1 061 milliards d'euros auraient dû aller dans la poche des salariés. Dans la réalité, ils n'ont reçu que 932 milliards, soit une perte pour eux de 129 milliards. Ce qui est très supérieur aux 100 milliards d'euros de déficit prévu « pour le déficit des retraites » par le gouvernement à l'échéance 2050. Autrement dit, il suffirait de reprendre dans les bénéfices des patrons et des actionnaires la part supplémentaire de ce qu'ils nous volent annuellement (par rapport à 1981, époque à laquelle ils ne se gênaient déjà pas pour nous plumer) pour régler définitivement le problème !

Ce simple calcul, peu de gens le font, tant à gauche qu'à droite. A droite, on les comprend. A gauche aussi, car la chute de la part des salariés s'est essentiellement produite de 1983 à 1987, c'est-à-dire pour l'essentiel sous un gouvernement de gauche (soutenu par les socialistes, les communistes et autres verts).

On comprend pourquoi les socialistes préfèrent regarder ailleurs quand il s'agit de proposer des solutions au problème des retraites : ils

devraient commencer par faire leur autocritique ! Peu désireux de la faire, ils se placent délibérément sur le terrain de la droite, et cherchent à nous convaincre qu'il est indispensable de travailler plus longtemps.

Si ce n'était une arnaque très pénible pour tous les salariés, il serait amusant de constater que, dans une période de chômage de masse pour la jeunesse, le gouvernement cherche à maintenir de force au travail les personnes de plus de 60 ans, dont certaines (bâtiment, agriculture, métallurgie, santé,...) arrivent déjà épuisées à cette première limite ! Ce qui montre qu'on est ici non dans une logique économique imposé par le « besoin » mais dans un discours purement idéologique.

LE PROBLÈME DES RETRAITES, C'EST NOTRE ÉCHEC DANS LA LUTTE DES CLASSES

La répartition actuelle de la valeur ajoutée montre que la victoire de Mitterrand en 1981 a constitué une grande défaite pour les travailleurs. Ce que toute la classe politique de gauche a présenté comme une libération, s'est avéré être la plus grande escroquerie que les possédants aient organisé contre nous.

Constater que la part des salaires dans la valeur ajoutée, s'est effondrée de 1983 à 1987 (et n'a pas récupéré depuis), c'est une autre façon de constater que l'exploitation s'est faite plus forte. En effet, les travailleurs, qu'ils soient dans le secteur des biens ou celui des services, produisent 100 % de la richesse par leur travail (et non une simple part comme le prétendent les écono-crétins qui enseignent l'économie dans les facultés), et une partie de celle-ci est volée par le patron. Plus la part volée par le patron est grande, plus forte est l'exploitation.

Pour les retraites, il ne s'agit donc pas d'un problème démographique comme « on » nous le dit à la quasi-unanimité, mais bien d'un problème politique et social.

Outre le gouvernement, le parlement, les médias et les partis politiques, d'autres comédiens sont dans la danse : les centrales syndicales. Tout comme les « forces politiques de gauche », elles sont partie prenante dans cette vaste escroquerie et, faites leur confiance, elles vont remplir leur mission encore mieux que d'habitude.

Après avoir fait semblant d'ergoter sur des détails, elles sont en train d'organiser un enterrement de première classe pour un mouvement qui n'a même pas commencé ! Le tout sur fond de « négociations » interminables (histoire d'endormir le public) avec le patronat et l'Etat, négociations dont pas grand chose ne transpire. Pour une raison également simple : les centrales syndicales sont là simplement pour « accompagner » l'étranglement progressif des retraites. Elles jouent le jeu de ces psychologues que le pouvoir se dépêche d'envoyer sur les lieux de chaque catastrophe : vous faire accepter ce qui s'est passé (car « on n'y peut rien », n'est-ce pas, ma pauvre dame ?), sans que vous vous posiez trop de questions sur les responsabilités et surtout en vous enlevant toute envie d'agir contre les responsables.

C'est comme cela qu'il faut comprendre la promenade nationale que les syndicats viennent d'organiser dans une assez belle unanimité ce 27 mai, afin que les plus crédules continuent à croire qu'ils servent à quelque chose. Avec les examens (pour les étudiants) et les vacances (pour ceux qui peuvent se les payer) qui approchent, les bureaucrates espèrent bien que ce mouvement ne prendra pas, et que cette manif aura pour toute fonction celle de l'os en plastique que l'on jette à un chiot pour tromper son impatience.

LES SYNDICATS NE CAPITULERONT PAS CAR ILS ONT DÉJÀ NÉGOCIÉ

Même si par hypothèse leur base les poussait (ce qui est l'espérance illusoire des gauchistes et libertaires syndiqués à la CGT, à la CFDT, à Solidaires, FO et autres UNSA), même si dans ce cas elles étaient obligées d'aller un petit peu plus loin, elles ont, par avance, non pas capitulé (ce qui supposerait au départ une volonté de se battre) mais négocié les privilèges individuels de leurs bureaucraties contre les retraites de tous.

L'affaire des retraites démontre avec force combien la stratégie adoptée majoritairement par les militants et organisations libertaires depuis des décennies et qui consiste à se syndiquer dans les « grandes centrales » *« parce que c'est là où sont les travailleurs »* jointe à la pratique de ces mêmes libertaires de co-signer avec les syndicats des tracts et autres appels, de participer à leurs défilés et rassemblements... constitue une erreur tragique.

Ceux qui ont joué (et continuent de jouer) cette carte se sont non seulement jetés tous seuls dans la gueule du loup, mais, en servant de faire-valoir à ses organisations ils ont largement contribué à rendre impossible à ce jour l'émergence d'une véritable organisation autonome de la classe exploitée qui aurait été bien utile dans les circonstances actuelles !

Les militants de la CNT-AIT n'ont pas arrêté de répéter cette évidence sans trop de succès à ce jour. Peut-être la déroute qui s'annonce dans la « bataille » des retraites constituera-t-elle pour cette militance l'électrochoc qui l'amènera à remettre en cause des pratiques socialement suicidaires ? Nous ne pouvons que l'espérer et, pour notre part, nous ne cesserons de travailler au développement des capacités d'autoorganisation et de lutte de tous les exploités, avec la conviction qu'au vu de ce qui se passe et de ce qui se prépare, ce n'est pas simplement les retraites qu'il faut défendre dans un mouvement de résistance contre l'aggravation de l'exploitation et de la misère, mais bien ce système économique et politique qu'il faut mettre par terre et remplacer de fond en comble.

Economicus Simplex

-1._ « Le partage de la valeur ajoutée en France, 1949-2007 », P-A Pionnier, disponible sur le site de l'INSEE.

STOP A LA SEGREGATION

Rampante depuis plusieurs années, la ségrégation ethnicisée est en marche dans ce pays. Le *« Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile »* plus connu sous son sigle (Loi CESEDA) en constitue la clef de voûte. Le CESEDA vise a développer progressivement un véritable apartheid.

Contre le CESEDA, contre les lois d'exception, la résistance doit se poursuivre et s'amplifier. *« Le Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici et leurs amis »* organise début juin des journées qu'il a intitulées « le pays pour tous ». Les militants CNT-AIT de Toulouse ont décidé de s'y associer.

La loi CESEDA organise minutieusement le non-droit pour les humains dits de nationalité étrangère qui vivent et travaillent en France. C'est elle qui organise la persécution et la traque policière contre tous ceux (ouvriers, étudiants, malades, exilés, enfants…) à qui l'Etat refuse ou enlève les papiers.

C'est la loi qui organise les 30 000 expulsions annuelles. Qui gère et développe les « centres de rétention administrative ». Qui permet à une police spéciale, une police de surveillance des étrangers, la PAF (Police aux frontières) d'entrer sur les chantiers pour contrôler, arrêter, menotter des ouvriers en plein travail ou qui rode aux abords des facs et des écoles, pour traquer les étudiants ou les parents venus chercher leurs écoliers ou encore qui surveille les gens aux arrêts de bus pour des contrôles « au faciès »… c'est la loi qui fait de l'absence de papiers un délit et qui permet de pénaliser (arrêter, enfermer, expulser) les gens à qui l'Etat refuse ou enlève les papiers. C'est une loi d'exception qui différencie en France, sur le même territoire, les gens en fonction de leur origine, de leur nationalité, de leur façon de vivre : c'est une loi de ségrégation.

La loi CESEDA vient d'être une fois de plus modifiée. En pire, bien-sûr : enfermement sans aucun contrôle pendant 5 à 6 jours (avant passage devant un juge), zones d'attente étendues, rétention portée à 45 jours, bannissement de 3 à 5 ans après une expulsion. Ajoutons à cela la volonté affichée d'introduire de nouvelles modalités de déchéance de la nationalité française ; et la volonté de l'Etat de séparer les *« vrais »* français (par la filiation) des *« faux »* (par l'acquisition) devient absolument évidente !

Que ce soit sur la question de la ségrégation des quartiers populaires, celle de l'école pour tous les élèves, ou encore celle du CESEDA, nous savons que quand les gens se donnent la peine de se rencontrer, de réfléchir ensemble et d'élaborer une pensée, alors la situation change et l'Etat et ses représentants sont obligés de le prendre en compte. C'est ce que nous proposons de développer dans la campagne que nous menons actuellement contre le CESEDA.

Cette loi contre les gens de nationalité étrangère est au centre d'une véritable politique de guerre contre la population tout entière. Il est crucial de mener la bataille avec persévérance. Pour arriver à cela, nous nous appuyons sur une conviction essentielle : les gens, ceux qui le veulent, ceux qui le décident, sont capables de tenir face à l'Etat, de proposer et de mettre en œuvre « des principes pour tous » (et non pas des traitements individualisés, au cas par cas). Des possibilités existent qui servent de point d'appui pour intervenir dans des situations différentes (papiers, école, quartiers populaires, police…). Chacun a sa place dans cette lutte !

Tous ceux qui veulent participer à l'organisation des journées ou être tenus au courant des initiatives du « Rassemblement » sont invités à prendre contact (voir encadré).

(Rédaction d'Anarchosyndicalisme !,
d'après le bulletin
« Ici, Ensemble », n°16)

Les rendez-vous de la semaine

- Jeudi 10 juin, à 18 h : Réunion publique à la Maison de quartier de Bagatelle (11 Impasse du Bachaga Boualam, Métro Bagatelle)
- Vendredi 11 juin, à 10 h : Rendez-vous au marché de La Faourette pour une intervention publique (métro Bagatelle)
- Samedi 12 Juin à 15 h : Rendez-vous au Capitole pour une manifestation dans le coeur de Toulouse pour le pays pour tous, contre les lois d'exception, et en particulier pour l'abrogation du CESEDA.

Plus d'informations sur le site : Site : http://ouvriersgensdici.free.fr
Mail : ouvriersgensdici@free.fr ; Téléphone 06 13 06 94 62

CLINIQUE PONT DES CHAUMES

La clinique du Pont des Chaumes est une institution à Montauban, l'un des principaux employeurs de la ville. Depuis sa création, elle n'a jamais connue de mouvement social et les patrons sont fiers de le dire.

Pourtant depuis plusieurs années, un profond malaise se développe au sein du personnel, les salariés voient se dégrader leurs conditions de travail, doivent supporter en silence les insultes et les brimades de certains médecins, et tout cela pour des salaires de misère. Alors que leur pouvoir d'achat diminue sans cesse, les salariés voient bien que les bénéfices de la clinique ne cessent d'augmenter (les superbes voitures alignées sur le parking des médecins et des actionnaires en témoignent). Rien d'étonnant donc, à ce que, malgré l'absence de culture de lutte, lors d'une assemblée générale le 17 mars à laquelle participe la quasi totalité du personnel, une grève soit votée très largement à mains levées.

Les revendications sont claires : amélioration des conditions de travail (fin des brimades....), paiement d'un treizième mois pour tous (ou 8,33% d'augmentation des salaires), suppression des trois jours de carence. Un préavis est envoyé et le 22 mars, 98% des salariés se retrouvent, tous unis et plein d'entrain sur le parking devant la clinique.

En réponse, la direction montrant son mépris du personnel et des patients (en pareil cas, la loi prévoit la fermeture de l'établissement et le transfert des patients pour garantir leur sécurité) réquisitionne plus de cent employés, espérant ainsi casser le mouvement. Cette manœuvre, illégale échoue devant la détermination des grévistes. Dans le même temps, la CGT obtenait grâce à une intervention juridique intensive, la fermeture administrative de la clinique. Sur la lancée de ce succès, les drapeaux de la CGT se mettent à fleurir autour de l'établissement bien que la CGT ne syndique à ce moment qu'environ 1 % des salariés... Dés lors, les gréviste allaient se partager entre deux manières de lutter, deux conceptions : d'une part ceux qui voulaient une lutte dirigée, encadrée par la fédération CGT, avec ses drapeaux, ses tam-tam.... et d'autre part ceux qui, confiants en leur propre force, voulaient une lutte auto-organisée par les grévistes décidant démocratiquement leurs actions, leurs slogans etc. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, cette tendance imposa, la rotation des mandatés pour négocier avec la direction aux cotés des délégués du personnel.

Au fur et à mesure que la direction s'arc-boutait dans son refus de céder aux revendications, le fossé entre ces deux courants ne cessa de se creuser. Cette opposition trouva son épilogue dans la dernière semaine de la grève : fidèle à sa stratégie, la CGT obtint la nomination d'une médiatrice et de pouvoir négocier en se déclarant seule représentante des salariés. Le compromis obtenu (conditions de travail ???, une prime répartie sur 3 ans au lieu du 13ème mois - et après ???-, suppression d'un jour de carence) présenté aux grévistes après bien des débats, fut accepté, la mort dans l'âme par 169 salariés. 149 le refusèrent catégoriquement.

Malgré cela, après 19 jours de grève, de débats intenses, de pratiques solidaires et démocratiques, rien ne sera plus comme avant : un puissant sentiment de solidarité s'est créé entre les salariés. Nombreux parmi eux, sont ceux qui pour la première fois ont découvert le sens du mot solidarité, le plaisir de réfléchir, décider et agir démocratiquement, sans chef, sans contrainte.

Il appartient, aujourd'hui, aux salariés de la clinique du Pont de Chaume, et à eux seuls, de faire en sorte que cette belle aventure continue. Face aux stratégies répressives, que la direction semble vouloir mettre en place, la solidarité des salariés est plus que jamais nécessaire.

Des salariés de la clinique Pont des Chaumes

CONVIVIALITE

Quand les patrons détruisent les emplois, les salariés se demandent parfois comment faire pour obtenir quelques miettes supplémentaires. C'est très simple : le mieux est « d'inviter » les patrons, poliment mas fermement (car ce sont souvent de grands timides), à rester sur le site occupé. Partager pendant quelques jours un repas frugal et dormir sur la moquette entouré de l'affection des salariés qu'ils sont en train de vider développe en effet l'intelligence patronale.

C'est ainsi que le patron d'Essex (Mâcon), a lâché une prime de 30 000 euros pour tous plus 1 500 euros par année d'ancienneté. C'est bête, mais figurez-vous qu'avant de passer quelques heures de convivialité avec ses futurs-ex-salariés, il n'y avait pas pensé. Autre exemple à Siemens Val (Saint-Chamond), après 24 h de vie commune les salariés ont obtenu en plus des primes légales de 25 000 à 45 000 euros, un peu joueurs, ils ont fait une partie de boules de neiges avec le patron au moment où il partait. A Isotherma (Montivilliers), il a suffit que trois dirigeants partagent une nuit de franche convivialité avec les salariés pour que le patron lâche les salaires en retard. Moins rapide, le patron de Sullair Europe (Montbrisson), a dû bénéficier d'une invitation un peu plus longue (40 heures) avant de se rendre compte qu'il avait parfaitement les moyens de verser aux salariés qu'il vire de 25 000 à 45 000 euros… La morale de ces histoires, c'est qu'on a beau dire, la politesse et la convivialité, il n'y a que ça qui marche.

Misère du néologisme, néologisme de la misère

Voici à peine quelques années, lorsque la grande vague des émeutes de banlieue s'est produite, toute la classe politique - extrême-gauche et libertaires compris - s'est retrouvée largement unie pour dénier aux actes des jeunes révoltés toute portée politique (voir encadré : « Petit florilège sur la révolte des banlieues »). Aujourd'hui, le soi-disant débat du gouvernement sur l'identité nationale - qui est en fait une campagne de propagande raciste aussi haineuse que sournoise - a réussi à polariser les esprits sur le port d'attributs vestimentaires à vocation religieuse.

« L'islamophobie », un concept bien fumeux !

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, voici qu'après n'avoir rien compris à l'épisode précédent (ou l'avoir compris à retardement), la pauvreté de réflexion, la condescendance voilée, l'incapacité à saisir les enjeux sociétaux qui font florès dans les milieux libertaires et gauchistes conduisent une partie de cette militance à enfourcher le cheval de bataille de la *« lutte contre l'islamophobie »*. Ces militants justifient leur étrange position par un « raisonnement » qui voudrait que les capacités de critique soient différentes suivant les couches sociales ou les zones géographiques dans lesquelles on évolue ! Réunis sous la bannière du vieux Marx, les voici qui établissent plus ou moins clairement une corrélation entre une situation matérielle ou géographique donnée (en l'occurrence, le fait d'habiter « les quartiers » ou d'être « arabe ») et l'impossibilité de toute critique anti-religieuse.

C'est ainsi que, commentant la célèbre formule selon laquelle la religion est l'opium du peuple, ils peuvent écrire, dans le *« Forum des marxistes révolutionnaires »*, dans *« CCC Forum »* ou bien sur le site de l'OCL (Organisation communiste libertaire) : *« Avant de dire qu'elle est 'l'opium du peuple', Marx avait pris soin de préciser dans le même paragraphe : 'La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans coeur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. »*

Le lyrisme de la citation ne doit pas cacher le fond de la pensée. Ce que nous disent les nouveaux exégètes de Marx, c'est que d'après eux, le déterminisme social est pratiquement absolu en matière de religion.

La « créature » (le choix d'un vocable religieux pour désigner l'ouvrière, le chômeur, l'employé, la retraitée… n'est pas innocent) quand elle parvient à soupirer (ce qui est le maximum qu'elle puisse faire, incapable de penser comme elle le serait !) ne peut qu'exprimer une sottise : un élan religieux. A ce déterminisme social aussi haïssable qu'erroné, nos modernes marxistes en ajoutent un, plus stupide encore s'il était possible : un déterminisme « racial », selon lequel « arabe » égale nécessairement « musulman ».

Cette position politique n'est en réalité qu'une expression de la condescendance de ceux qui, s'estimant supérieurs, pensent que les « créatures » de banlieue, ces grandes naïves, ne peuvent faire autrement que de croire en une religion, tout comme les grandes personnes responsables pensent que les petits enfants doivent croire au Père Noël.

Cela serait de peu d'importance si leur discours ne contribuait pas à convaincre les « créatures » en question de l'impossibilité où elles seraient à se penser autrement, à devenir autre chose, à gagner en discernement et, par voie de conséquence, à se libérer par elles-mêmes ; si cela ne venait à l'appui des courants les plus rétrogrades, les plus liberticides, les plus oppressifs (pour les femmes mais aussi pour les hommes et les enfants) qui se voient renforcés dans leurs discours et leur pratiques et qui trouvent dans ces supplétifs d'utiles compagnons de route.

Mais, citation de papa Marx ou pas, l'histoire de la critique religieuse montre qu'ils sont dans l'erreur, une fois de plus. Pour notre part, nous affirmons avec force que les capacités de création et de critique (y compris en matière religieuse) sont de tous les temps et de tous les lieux. Il n'y a pas de catégories sociales, « ethniques » ou géographiques plus aptes que d'autres à la réflexion.

Universalisme antireligieux

« Si les chevaux avaient eu des dieux, il y a fort a parier qu'ils auraient pris l'apparence chevaline ». En écrivant cette phrase iconoclaste, Xénophane de Colophon signifiait 500 ans avant JC combien les dieux sont une production imaginaire de l'être humain. Si les dieux sont pure imagination, alors les religions ne sont que mensonges.

Cette puissante critique émanait d'un courant philosophique qui se situait de part et d'autres de la mer Egée, autrement dit autant en Asie qu'en Europe.

En plein Moyen-âge, alors que l'obscurantisme religieux battait son plein en Occident et que les bûchers de l'Inquisition n'en finissaient pas d'immoler des hérétiques, la réflexion antireligieuse se renforcera encore en Orient. Quinze siècles après Xénophane, c'est Abou Ab Al Maari, vivant en Syrie et donc en pleine terre d'Islam, qui écrivait ces vers dignes des Lumières (qui ne brilleront en Occident qu'au XVIIIeme siècle) :

« Les habitants de la Terre se divisent en deux
Ceux qui ont de l'esprit mais pas de religion
Et ceux qui ont une religion mais pas d'esprit »[*1]

Avouez qu'à côté de l'universalisme des *« habitants de la Terre »* d'Abou Ab Al Maari, les *« créatures »* de Marx font pâle figure ! C'est dans cette civilisation humaine, celle des *« habitants de la Terre »*, qui se construit par des apports et des relais successifs indépendants de toute position géographique ou sociale que nous nous reconnaissons.

Contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, il n'y a pas une manière de penser qui serait spécifiquement occidentale et une autre qui serait spécifiquement orientale. Cette volonté de réduire la culture humaine en morceaux afin d'en attribuer chaque partie à un territoire donné - dont elle serait caractéristique - est particulièrement fausse, y compris sur ce point très délicat des croyances, mais elle est dominante dans notre société essentiellement pour deux raisons :

- En politique extérieure cette division fabriquée de toutes pièces a été le prétexte de nombreuses guerres qui, sous couvert de défense de la foi, n'étaient que rapines et conquêtes.
- Sur le plan intérieur, le pouvoir tire profit de ce morcellement de la pensée puisqu'il lui permet d'avoir recours aux sempiternelles stratégies de division au sein même de la population qu'il exploite.

Un « blasphémateur du nom de dieu » exécuté

Il a été condamné à mort en tant que « blasphémateur du nom de Dieu ». Attaché à un poteau sur la place publique, on lui a d'abord arraché la langue, puis on l'a plus ou moins étranglé avant de le jeter dans les flammes. Ça ne s'est pas passé dans l'Iran de l'ayatollah Khomeiny, (inventeur, semble-t-il, du terme « islamophobie ») ni en Afghanistan, au Pakistan ou au Soudan… mais en « Occitanie », cette terre que les régionalistes nous chantent pour la douceur de ses mœurs et la culture courtoise qui y aurait régné de tout temps... Le dit « blasphémateur » s'appelait Vanini, c'était certes en 1612, mais pendant des siècles les « occitans » étaient particulièrement friands de ces « spectacles » (bûchers, pendaisons, supplice de la roue…) où ils se pressaient. L'oppression criminelle exercée par la religion catholique dura jusqu'à la Révolution, si bien que le protestant Calas en fit encore les frais (parmi des milliers d'autres) cent cinquante ans après Vanini. Tout n'était pas fini pour autant, un peu moins de deux cents ans encore après, des milliers d'israélites étaient dénoncés par les doux autochtones et envoyés en déportation… tout ça pour dire que, si la critique antireligieuse appartient au patrimoine de toute l'humanité, les crimes commis par les religions ignorent également les frontières et les « cultures ».

Néologisme pour néologisme, le pouvoir n'est pas islamophobe mais paupérophobe

Il faut constater que l'emploi, à tort et à travers, du terme islamophobe n'aide pas à combattre cette entreprise de falsification. Bien au contraire, il nous ramène aux préjugés et stratégies de l'idéologie dominante. Selon la signification que lui donnent certains de ceux qui l'utilisent (à l'extrême-gauche et chez les libertaires), se battre contre l'islamophobie, reviendrait à être solidaire des exploités. Cette correspondance invoquée entre un fait social (être exploité) et un fait religieux (être musulman) est évidemment fausse : il y a des musulmans dans les rangs des exploiteurs et tous les exploités (même « arabes ») ne sont pas musulmans.

Plus grave encore, elle participe de la même démarche que celle qui attribue à chaque morceau de terre une façon spécifique de penser. Cette adéquation géographique est sous-entendue en permanence dans les discours sur la banlieue et l'islam… quand elle n'est pas clairement posée par le NPA (Nouveau parti anticapitaliste), lors des dernières élections régionales par exemple, avec sa candidate en foulard aussitôt érigée en « représentante des quartiers » !

Ce n'est rien d'autre que la reprise de la mystification du *« choc des civilisations »* à l'échelle d'un pays. Au travers du fracas médiatique sur

« le voile » comme dans la réponse produite avec un terme aussi confus que celui « d'islamophobie », tout un chacun est sommé de se ranger d'un côté ou de l'autre. Cette façon de forcer les populations à prendre parti pour des camps artificiellement créés (nationalistes, régionalistes ou religieux) n'est pas nouvelle, mais elle est particulièrement bien venue pour un capitalisme en crise. C'est l'organisation de la guerre civile (pour l'instant, de basse intensité) pour mieux se protéger de ce dont le Pouvoir à peur. Car, les maîtres du moment, si dénaturés qu'ils soient, savent qu'ils sont dans la situation de celui qui bat quotidiennement son chien : il sait que ce dernier finira par le mordre, mais il ne sait pas quand… Ils savent aussi qu'entretenir la confusion, retarde le moment de la morsure.

Ce qui fait peur au Pouvoir, ce n'est pas la façon dont on s'habille pour *« protester contre la misère »*, ce qui lui fait peur, c'est que nous nous organisions pour lutter contre l'injustice et la violence du capitalisme. Autrement dit, ce qui fait peur au Pouvoir, ce n'est pas l'Islam (lequel s'accommode fort bien du pouvoir et réciproquement, comme c'est le cas dans de nombreux pays de la planète), ce sont les pauvres quand ils s'organisent en tant que classe ! C'est pourquoi le pouvoir n'est pas islamophobe, il est paupérophobe !

Juan Pueblo

-1._ Ces vers ont été traduits par Adonis, un autre poète syrien. Ils sont cités dans *« Les croisades vues par les arabes»*, remarquable ouvrage de l'écrivain libanais Amin Maalouf, dans lequel on trouve également la référence à un autre incroyant célèbre, le persan Omar Kayyam.

Petit florilège sur la révolte des banlieues

La révolte des banlieues de 2005 a donné lieu à un véritable florilège de sottises. En voici quelques extraits : Pour Lutte Ouvrière *« La violence au quotidien dans ces quartiers est peut être le fait de voyous ou de trafiquants.»* (journal LO, 4 nov. 2005), en tout cas, elle témoigne parmi les jeunes d'une ***« absence de conscience sociale et de solidarité »*** (Arlette Laguillier, porte-parole de LO). De son côté, la LCR (devenue depuis NPA) proclame le 3 nov. 2005 : *« La vague de révolte et de violences suscite une inquiétude profonde parmi la population »* (Communiqué LCR), ce qui permet à toute la gauche officielle, Parti communiste en tête, d'enclencher le discours selon lequel, pour retrouver la quiétude, ***« rétablir l'ordre est une urgence extrême »***, sans oublier de préciser que ***« Les responsables des violences et des dégradations doivent être sanctionnés »*** (Communiqué du PC, 03/11/2005). Pendant ce temps, Krivine, le leader historique des trotskystes monte la garde avec une soixantaine de petits propriétaires pour éviter que les jeunes ne brûlent sa voiture (Hebdomadaire Marianne du 12 nov. 2005). Alors que les émeutes ont débuté le 27 oct. le silence initial des organisations libertaires est assourdissant. Ce n'est qu'autour du 7 nov. 2005 que les premiers - et bien piteux - communiqués de presse ont été rédigés : le discours dominant sur la *« violence »* des jeunes est bien intégré. Ainsi, peut-on lire sur le site de la CNT-Vignoles d'Aquitaine (qui détient, c'est symbolique, le bureau national de cette organisation) : *« La CNT regrette les **comportements irresponsables** d'une fraction de la jeunesse sacrifiée »*...Voyous, trafiquants, sans conscience, comportements irresponsables… l'extrême-gauche et certains anars n'avaient décidemment rien compris ! Par contre leur *« inquiétude »* et leur appel à *« rétablir l'ordre »* ont été bien compris par l'Etat : il a pu instaurer sans opposition l'état de siège !

(Pour plus de détails et pour connaître la position de la CNT-AIT pendant cette période, lire « Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées », ancêtre d'Anarchosyndicalisme !, n°93, décembre 2005)

DEUX SAINES LECTURES POUR TOUTES LES BIBLIOTHEQUES

La collection « Sans patrie ni frontière » vient de s'enrichir de deux titres dont l'utilité, par les temps qui courent, ne fait aucun doute. Elle les diffuse au prix militant de 12 euros chacun, port compris, pour des ouvrages extrêmement fournis.

« La Raison contre Dieu » (484 p.) réédite les articles parus sur le sujet dans l'Encyclopédie anarchiste, une œuvre colossale du XIXème siècle. Comme l'écrit l'éditeur, qui n'ignore pas cependant la nécessité d'une critique de certains articles : « Qu'il s'agisse du mythe du communisme chrétien primitif (une des sources de la fumeuse théologie de la libération), de la laïcité (que certains voudraient « ouvrir » jusqu'à la vider de son contenu), du matérialisme et de l'athéisme (honteux pour nombre de marxistes actuels), de la lutte contre les religions (que la plupart des gauchistes et certains libertaires ont lâchement abandonnée), du rôle de la raison et la réflexion critique, les auteurs [que certains trouvent] ringards au style vieillot de L'Encyclopédie anarchiste ont encore pas mal de choses à nous apprendre. Et d'abord et avant tout, à ne pas gober les yeux fermés toutes les idées à la mode. »

« Religion et politique » (392 p) est également une compilation. Mais d'articles essentiellement contemporains. Le livre se divise en trois parties. La première rappelle pourquoi l'athéisme est important. La deuxième partie se rapporte aux attitudes ambiguës face à la religion et l'athéisme. La troisième partie aborde l'attitude des religions face au Sida, « l'islamophobie », l'attitude de Sarkozy face aux religions ou le rôle belliciste et militariste du bouddhisme japonais.

Les commandes sont à passer à Yves Coleman, 10 rue Jean-Dolent, 75014 Paris ou sur :

yvescoleman@wanadoo.fr

QUELQUES INDICATEURS ET UN RAPPEL SUR LE CAPITALISME

I- Les licenciements vont bon train depuis le déclenchement de la crise de 2008 en France. Pour l'année 2009, on a dénombré 700 000 nouvelles destructions d'emploi. En janvier 2010, un million de chômeurs sont arrivés en fin de droit et 600 000 d'entre eux n'ont désormais plus guère droit à rien, vu les modalités de calcul intégrant les revenus du conjoint ». Selon le BIT, le taux de chômage devrait atteindre 10,9 % de la population active pour l'année 2010. Ce qui annule l'effet du papy boom tout comme le projet de loi dit immigration choisie*[1].

Parlons maintenant de l'explosion de la dette publique. Combien représente-t-elle en part du PIB (Produit intérieur brut) ? Ce n'est plus 67,5 %, ni même 70 % (comme nous l'écrivions en 2008). Pour l'année 2009, la dette publique est arrivée désormais à hauteur de 77,6 % du PIB. On prévoit même qu'elle pourrait passer à 83,3 % pour l'année 2010 et atteindre le record de 87,1 % pour l'année 2012 ! N'oublions pas aussi le déficit de l'Etat qui plafonne à 117,6 milliards d'Euros ; soit 81 % du déficit public de la France qui s'estime à 144,8 milliards d'euros pour l'année 2009. Quant à l'inflation, elle devrait se situer à 1,4 % pour l'année 2010.

Certes, ces quelques indicateurs ne suffisent pas pour dresser un panorama assez exhaustif de l'état de l'économie française qui est tributaire, comme chaque économie nationale, de la marche du capitalisme. Mais ils permettent tout de même de s'en faire une petite idée à laquelle il est utile d'adjoindre un rappel sur le capitalisme.

II- Le capitalisme est un mode de production qui a dû dépasser la reproduction simple car sa persistance aurait condamné sa propre existence. Il faut en effet saisir que le capitalisme est un rapport social fondé sur le capital et le travail : d'un côté les détenteurs des moyens de productions et de l'autre ceux qui ne disposent que de leur seule force de travail - dans la définition classique mais qui est imparfaite aujourd'hui. Les plus perspicaces d'entre les capitalistes ont su se comporter avec retenue en ne dilapidant pas toute la plus-value pour ne satisfaire que leur jouissance immédiate.

En règle générale, les capitalistes doivent utiliser la plus-value dans le renouvellement des moyens de production qui s'usent quotidiennement et dans la rétribution de la force de travail afin qu'elle continue à être en tant que telle. Les capitalistes divisent ensuite la plus-value, ou plutôt le produit net, en deux parties : l'une qui leur est bien affectée sous forme de rente, par exemple ; l'autre qui se change en capital additionnel s'ajoutant au capital primitif.

Si l'extraction de la plus-value s'accomplit dans la sphère productive, elle se concrétise dans la vente des marchandises sur le marché : A → M → A' (argent - marchandise - surplus d'argent). En effet, c'est par le marché que la régulation des échanges s'effectue et celui-ci n'est qu'un territoire dans lequel les marchandises circulent.

La fabrication des marchandises est une chose mais la vente en est une autre. C'est là que le jeu de l'offre et de la demande intervient. Cela dépend donc de l'état du marché. Car la solvabilité du marché détermine en dernière instance les possibilités de la sphère productive dans le progrès de l'accumulation. Quand il est insolvable ou saturé, voire les deux en même temps, c'est inévitablement la surproduction : le non-écoulement des marchandises. Ce qui implique une baisse de la concrétisation monétaire de la plus-value. Les capitalistes disposent de moins d'argent pour investir dans le capital organique : l'accumulation fait défaut et le capital n'est plus en expansion. Si cette situation perdure, le coût du capital organique est beaucoup trop fort. Il s'ensuit une baisse du taux de profit par la suraccumulation de capital. Or la règle d'or du capitalisme est que la rentabilité du capital doit être assurée.

Les capitalistes sont « obligés » dès lors de comprimer le coût du capital organique en jouant sur les variables d'ajustement et de chercher des nouveaux débouchés, s'ils veulent être en capacité de surmonter cette difficulté de la surproduction. Il faut ajouter que la concurrence aboutit à l'élimination des capitalistes les moins performants. Parallèlement on passe du mouvement de la concentration à celui de la centralisation des capitaux. Ces deux mouvements vont permettre l'avènement des multinationales qui sont le fer de lance d'un capitalisme mondialisé.

Quand le mécanisme de la crise va se déclencher à nouveau en 1974, le secteur public sera considéré comme un obstacle pour les deux raisons essentielles suivantes :

- le salariat d'Etat ne peut être mis en concurrence, puisqu'il bénéficie d'un statut lui garantissant la permanence de l'emploi ;

- le monopole d'Etat empêche l'accaparement de ses parts de marché. Ce qui freine l'extension des multinationales ou des grands oligopoles

Avec l'appui des politiciens - peu importe qu'ils soient de droite ou de gauche - la dérégulation méthodique se met en place au fil du temps pour les besoins

du marché (l'AGCS, accord général sur le commerce et les services, par exemple). C'est tout simplement le démembrement du capitalisme monopolistique d'Etat (issu de l'après-guerre).

Celui-ci était en réalité une économie mixte dans laquelle la nationalisation d'une partie du secteur privé intervenait pour pallier les déficiences de ce secteur. Le financement était assuré par les impôts ou les emprunts : c'est miser sur la dette publique et son corollaire, l'inflation, qui se répercute sur la consommation. Le secteur public et le secteur privé ont pu coexister dans la mesure où le premier n'arrivait pas à asseoir son hégémonie. Si le contraire s'était réalisé, le capitalisme d'Etat aurait été de mise, comme ce fut le cas dans les anciens pays du bloc de l'Est (ceci dit, pour d'autres raisons). Ainsi, le secteur public s'est avéré être utile aux capitalistes en remédiant à l'époque au défaut de l'accumulation et de la rentabilité du capital.

Ensuite, l'Etat va décider de restructurer l'appareil productif du secteur public ou de le privatiser. Petit à petit, l'édifice se réduira comme une peau de chagrin : poste, transport ferroviaire et éducation nationale. Toutefois, l'intervention de l'Etat (comme garant de l'ensemble de la structure sociale) est toujours la bienvenue, sans compter la manne des collectivités, pour les banques et les actionnaires. C'est là justement qu'interviennent tous les fonds publics ou privés ainsi que le crédit pourrait-on dire ! Ceux-ci permettent de compenser le défaut de l'accumulation.

Une autre solution pour résoudre le défaut de l'accumulation est de recourir à l'emprunt d'argent, notamment par le crédit qui se rembourse contre des intérêts et dont les taux peuvent fluctuer. Mais cela s'incorpore dans le prix de la marchandise. Pour rester compétitif et faire face à des coûts de production trop grandissants, voire remédier à la faible productivité, les capitalistes modifient la composition du capital organique grâce à l'innovation de procédés techniques et scientifiques, en accroissant sa partie constante au détriment de celle qui est variable (3 pour 1, par exemple). En conséquence, l'armée de réserve grossit – ou, pour reprendre l'expression usuelle, le chômage - qui est inhérent au mode de production capitaliste.

Les capitalistes l'utilisent comme arme de pacification puisque la crainte du licenciement facilite la soumission chez les exploités. Cela contribue à rendre plus difficile, voire empêcher, toute irruption de la combativité, sans oublier que les capitalistes savent entretenir sciemment le clivage entre la force de travail qui est active et celle qui est inactive. Les capitalistes peuvent avoir ainsi le champ libre pour intensifier les gains de productivité et dégrader les conditions de travail.

Cela dit, l'armée de réserve est hétérogène dans sa composition et on peut distinguer plusieurs régiments :

- celui qui est constitué par les précaires, notamment les intérimaires. Son développement a été assez important jusqu'au déclenchement de la crise de 2008. Consacre-t-il une modification du salariat (22 950 000 de personnes pour l'année 2006) dans sa forme traditionnelle ? (La notion de précariat fait couler de l'encre et nous devons la manier avec beaucoup de prudence) ;

- celui qui est placé temporairement en stage ou formation en tout genre ;

- celui qui est en attente de mobilisation mais que Police Emploi soumet à une pression morale continuelle (éviter qu'il en arrive à concevoir l'idée de déserter) ;

- celui qui est estimé usé, voire trop délabré et purement mis de côté (les inemployables).

III-

Le capitalisme est une structure sociale qui est régie par ses lois propres et c'est bien pour ça que toute prétention à vouloir le réformer est grotesque puisque précisément il y a un lien étroit entre l'accumulation du capital d'un côté et l'accumulation de la misère de l'autre.

D'autre part, la crise de 2008 (comme toute crise) ne fait qu'illustrer que le capitalisme se meut dans une logique contradictoire.

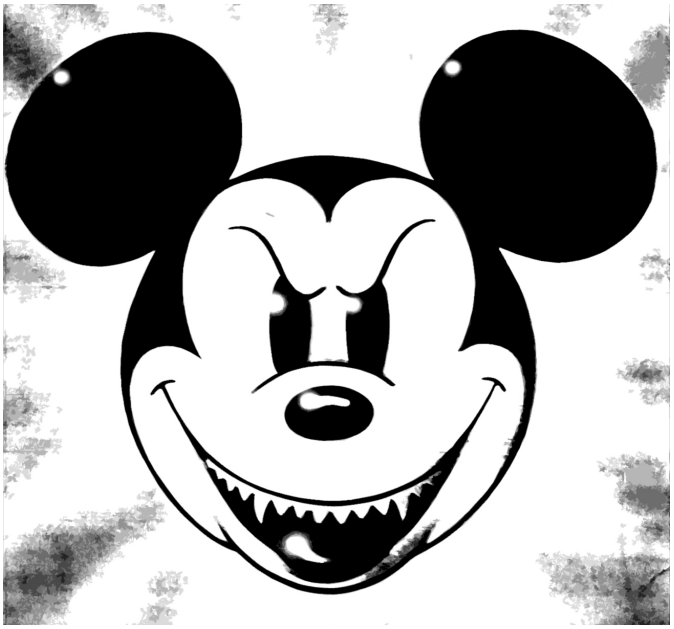
Posons nous alors ces deux questions suivantes :

- la crise de 2008 est-elle une crise cyclique classique dans la mesure où le capital peut reprendre son expansion ou est-elle au contraire plus profonde, à l'instar de celle de 1929, qui a été suivie de la Grande dépression des années 30) ?

- la crise de 2008 préfigure-t-elle un regain de la lutte de classes ? C'est à quoi il faut travailler car pour un révolutionnaire sérieux et a fortiori anarchosyndicaliste, il s'agit d'œuvrer au dépassement du capitalisme par sa destruction. Telle est la nécessité impérieuse.

Paul Anton, CNT-AIT Caen

-1._ Avant la crise, le capitalisme français prévoyait qu'il allait manquer de bras par le simple jeu démographique, d'où la mise en chantier de ce projet de loi.



SERBIE : LES NERVIS DU POUVOIR

Six anarchosyndicalistes de Belgrade ont passé presque six mois en prison sous l'accusation grotesque de « Terrorisme international ». Relaxés de cette accusation et mis en liberté provisoire, ils repasseront en procès le 16 juin sous une inculpation « allégée » ! En Serbie, ce procès constitue un enjeu de taille pour le pouvoir. Il pourrait bien tourner à la déroute politique de l'Etat serbe, tellement le dossier est creux et les méthodes employées révélatrices du plus total arbitraire. Ce qui ne peut que ternir l'image de « démocratie » que le pouvoir cherche à se donner et nuire aux énormes intérêts financiers en jeu dans le processus d'intégration au sein de l'Union Européenne actuellement en cours.

C'est pourquoi les forces réactionnaires et nationalistes serbes cherchent à faire taire les membres de l'ASI par une violente campagne d'intimidation.

LES NERVIS DU POUVOIR À « L'OEUVRE »

Déjà le soir de la libération des 6 de Belgrade, la réunion et le concert de solidarité avaient dû être écourtés suite à une agression à la bombe lacrymogène. Ensuite ce furent les affiches de menaces directes, nominatives, apposées dans le voisinage de certains compagnons.

Les menaces deviennent maintenant des actes. Ainsi, le 14 mai, vers 23 heures, un militant a été agressé par un groupe de quatre néo-nazis en plein centre-ville à Belgrade. Il a reçu plusieurs coups de poing au visage après qu'on lui eut demandé s'il était anarchiste. Quelques jours plus tard, le 22 mai vers 3 heures du matin, D.K, membre de l'Initiative anarchosyndicaliste de la ville de Novi Sad, a été également agressé par des néonazis dans la rue Pap Pavla. Il rentrait chez lui lorsqu'une voiture s'est arrêtée à ses côtés. Aux cris de *« mort aux antifascistes »* il a été frappé violemment à la tête, ce qui lui a fait perdre connaissance, après quoi l'agresseur a continué à le frapper à coups de pied et de poing tandis qu'il gisait sur le sol, dans le coma.

Quatre autres de nos compagnons font l'objet d'un procès politique ubuesque pour avoir *« fait obstruction à la justice »* (en clair avoir brandi dans le tribunal une feuille de papier réclamant la libération des 6 inculpés de Belgrade).

Contrairement à la volonté des hiérarques serbes, toutes ces exactions ne feront pas taire nos compagnons et les anarchosyndicalistes du monde entier et leurs amis se chargent de dénoncer les pratiques criminelles de l'Etat serbe et des nervis à son service.

En France parmi d'autres initiatives, il faut souligner l'occupation, par une dizaine de compagnons de la CNT-AIT du Centre culturel de Serbie de Paris (17 octobre). Puis, le match retour TFC-Partisans de Belgrade (3 décembre) a donné lieu à Toulouse à une activité intense d'information de la population, d'autant qu'au cours du match aller, un supporter toulousain avait été assassiné à Belgrade par des nervis nationalistes (les mêmes sinistres individus qui agressent actuellement nos compagnons). Comme nous ne confondons pas tous les supporters serbes avec les fascistes, 15 jours avant le match, nous avons appelé à fraterniser avec les supporters et nous nous apprêtions à profiter de leur venue à Toulouse pour les informer massivement avec des tracts en langue serbe. Quelques jours à peine avant le match, nous avons appris que le Gouvernement serbe interdisait à tout supporter de se rendre à Toulouse… Plus récemment, le 3 mai, M. Batakovic, ambassadeur de Serbie, était à la Faculté de Besançon pour une conférence sur les

UNE JOURNEE DE SOLIDARITE

Dimanche 9 mai 2010, la CNT-AIT de Toulouse a organisé dans le squat "La Chapelle" une après-midi de rencontres et d'échanges autour de la solidarité internationale avec les compagnons serbes. A tout point de vue ce moment fut une réussite. D'abord par la participation d'un public venu en nombre : deux cent personnes ont pu ainsi rencontrer un des « 6 de Belgrade », Ratibor, qui nous avait fait la bonne surprise de sa visite. Bien entendu, le débat suivi par plus de 80 personnes et portant sur l'actualité sociale dans les Balkans, s'est retrouvé enrichi par son témoignage de première main concernant la situation dans cette région et en particulier en Grèce. Après quoi trois groupes de musiques klezmer, tchèque et manouche sont venus gracieusement prêter leur concours à cette journée en interprétant leurs créations. Ces musiques, chants et danses sont venus souligner concrètement que la solidarité des exploités se moque des nationalismes guerriers et que face à cette société mortifère l'enthousiasme est à l'ordre du jour. Nous remercions tous les participants à cette journée qui s'est clôturée par la remise directe à Ratibor de plus de 600 euros de soutien aux « 6 de Belgrade ».

relations diplomatiques entre les deux pays. Des compagnons ont interpellé le diplomate sur la détention abusivement longue, les tortures, la violation des droits, l'absence de preuves, la campagne médiatique calomnieuse et le soutien passif de l'État à des groupes nationalistes. Devant les arguments pertinents des compagnons, l'ambassadeur a perdu beaucoup de sa superbe…

CONTINUER À ORGANISER LA SOLIDARITÉ

Durant les 6 mois passés en prison, pratiquement toujours en isolement, nos six compagnons ont subi pressions et tortures. L'un des six en a perdu l'usage de la parole (et ne peut toujours pas parler à l'heure qu'il est), d'autres doivent faire face à des soins médicaux coûteux. Ceux qui étaient ouvriers ont été licenciés, du fait de leur emprisonnement préventif. Ils sont maintenant sur une « liste noire » qui leur rend très difficile de retrouver un travail. Quant aux compagnons étudiants, comme ils ont « manqué » la moitié de l'année universitaire (du fait de leur emprisonnement arbitraire...) ils sont considérés comme redoublants, ce qui signifie qu'ils perdent le droit à la gratuité des études. S'ils veulent continuer ils devront payer l'intégralité des frais de scolarité, (ce que leur situation personnelle ne leur permet pas) ! A cela s'ajoutent les frais des procès. La solidarité financière est donc de première importance dans cette affaire. Déjà, nous avons réuni plus de mille euros. Il est nécessaire de continuer. Ceux qui le peuvent sont invités à adresser leurs dons à CNT-AIT, 108 rue Damrémont, 75018 PARIS, chèques à l'ordre de CNT-AIT (CCP : 5734845 H 020), mention « Solidarité Serbie » au dos.

La solidarité militante constitue le deuxième grand axe du soutien. Tout événement sportif, culturel, économique, diplomatique ou autre impliquant la Serbie doit servir à faire connaître l'injustice que subissent nos compagnons. Ne laissons rien passer !

Que personne n'hésite à manifester sa solidarité dans la lutte pour la liberté !

Grèce : un mouvement qui se cherche

La phase de la lutte des classes qui se déroule actuellement en Grèce est sûrement une préfiguration de ce qui attend le reste de l'Europe. Les insurgés de décembre 2008 en avaient déjà conscience, eux dont les banderoles proclamaient *« Nous sommes une image du futur »*. Dans le précédent numéro d'*Anarchosyndicalisme !1, nous livrions une analyse du pourquoi de cette crise, des perspectives d'issues, mais aussi des écueils contre lesquels les révolutionnaires pouvaient s'échouer. Suite à cet article, un compagnon Grec membre d'un groupe anti-autoritaire de Thessalonique nous a transmis des informations sur des luttes en cours ainsi que son analyse de la situation « vue de l'intérieur ».**

Loin des images médiatiques d'affrontement, ce compagnon nous dresse un tableau de la situation dans les lieux de travail. Si le sentiment d'injustice et le désir de révolte sont souvent présents, les travailleurs sont pour le moment entravés par leur incapacité actuelle (et espérons-le temporaire) à lutter autrement qu'à travers les structures classiques d'encadrement (syndicats, partis). Ils doivent tout réinventer par eux même, sans trop d'appui théorique ni d'expérience. Cependant des initiatives locales de lutte émergent (Interattica, pêcheurs égyptiens de Thessalonique, restaurant Banquet, etc.), qui pourraient devenir les prémices de quelque chose de plus large.

Ces luttes de base, menées souvent avec - ou exclusivement même - par des immigrés (« non grecs »), montrent bien que le combat n'est pas – contrairement au discours « anti-impérialiste » du parti communiste grec, le KKE, souvent repris par le reste de la gauche européenne – celui des méchants (FMI et Banque Mondiale) contre les gentils (le « peuple grec » et, en sous-entendu, son non moins gentil Etat). Non ces luttes montrent que le visage de l'ennemi est celui du capitalisme sous toutes ses formes : qu'il soit mondialisé (celui des jumeaux FMI-Banque Mondiale et leurs plans de redressement et d'austérité), qu'il soit Européen (comme le groupe « La Poste » - oui notre bon service public français ! – qui a fermé brutalement sa filiale grecque Interattica), ou qu'il soit local (comme le sont l'État Grec et les patrons des petites et moyennes entreprises grecques). C'est contre eux tous que se mènent actuellement les luttes de base. Voici ce témoignage :

TEMOIGNAGE

Jeudi le 20 mai a eu lieu une grève générale organisée par le GSEE*2 & l'ADEDY*3. Pour la deuxième fois en mai, la participation à la manif au centre d'Athènes, mais aussi la grève dans tout le pays, a été massive. La manif a été sans affrontements avec la police, ce qui ne veut pas dire – contrairement à ce que pensent quelques militants - qu'elle n'était pas du tout importante. En effet, cette manifestation peut aussi s'analyser comme une réponse populaire au climat créé par l'Etat, les médias avec la complicité des syndicats eux-mêmes*4 à la suite de la mort des trois travailleurs de la Marfin Bank (dans l'incendie en marge de la manifestation du 5 mai). Tout a été fait par le pouvoir pour exploiter au maximum cet événement en essayant de « criminaliser » les manifestants, de soupçonner tout le monde (et avant tout, les anars) comme de potentiels « provos ». Par exemple, pour que l'information sur la mort des trois travailleurs soit retransmise immédiatement (et ait le maximum d'impact émotionnel), le syndicat bureaucratique des médias (ESYEA) n'a pas hésité à interrompre sa grève

du 5 mai. Il a pris également position contre la participation à la grève du 20 mai, sous le prétexte des affrontements violents généralisés prévisibles… qui n'ont pas eu lieu, à sa grande déception !

Cependant il ne faut pas se faire d'illusions. Les mobilisations organisées par les bureaucrates, même si la décision d'appeler à la grève a été prise sous la pression sociale, ne sont, comme tout le monde le sait, que des mobilisations organisées d'en haut pour canaliser la rage et l'indignation de la société. Beaucoup de gens (je parle ici des gens non-militants) se demandent : *« Pourquoi une grève générale tous les dix ou quinze jours ? », « Pourquoi des mobilisations après la ratification des mesures d'austérité ? », « Quelle est la signification d'une « grosse » manif (même avec des affrontements) si on ne peut pas se battre contre les mesures le lendemain de la grève générale de 24 heures ? ».* Pour moi, ces questions sont importantes, (je ne dis pas que ces questions sont « représentatives » de ce que pensent tous les manifestants) parce qu'elles montrent la situation réelle dans laquelle se trouve actuellement le mouvement. D'un côté, la tension réelle que ressentent les gens se manifeste par l'organisation de mobilisations dans les rues du centre d'Athènes presque chaque jour par des enseignants, des chômeurs du secteur public, des retraités etc., de l'autre, la situation dans le milieu du travail (et notamment dans le secteur privé) est bien différente. La colère et la rage exprimées dans la rue n'arrivent que rarement à s'exprimer sur les lieux de travail, parce qu'au niveau pratique il y a plein de questions non résolues : qu'est-ce qu'on peut faire ? Comment est-ce qu'on peut lutter ?... A ce jour, les militants de gauche ou les anars n'ont pas véritablement de réponses, en partie parce que le mouvement « a/a » (anarchiste/antiautoritaire) n'a (re)découvert le « monde du travail » que récemment !

Cependant, des petites luttes ont commencé à apparaître. Elles sont importantes car elles ont réussi à regrouper la mobilisation et la solidarité, non seulement des militants « connus », mais surtout l'implication active d'autres travailleurs et, parfois, de la société locale et, ainsi, à emporter des victoires. A mon avis la dynamique de ces luttes est plus importante que le nombre des gens mobilisés. Pourquoi ? Parce que, quand une lutte est gagnée dans un secteur (aussi mineur soit-il), il y a d'autres personnes à qui cela donne l'idée d'essayer de lutter et de s'organiser de façon similaire. Par exemple, une lutte menée par des travailleurs d'une entreprise de saisie informatique s'est étendue à une autre société du même type et toutes les deux ont gagné. Une lutte contre le licenciement d'un travailleur dans une maison d'édition a réussi à mobiliser des travailleurs dans le secteur du livre (malgré les intellos bien connus qui, eux, soutenaient l'éditeur) et a finalement été gagnée. Même dans la rue on commence à observer quelques tendances assez remarquables : par exemple, ce n'est pas par hasard que la majorité des gens qui sont descendus dans la rue pour manifester les 05 et 20 mai ne sont pas allés dans les cortèges du GSEE, ni de l'ADEDY, ni du KKE (qui traditionnellement réunissent des milliers de manifestants) mais ont préféré se retrouver dans ceux des syndicats de base, apparus ces deux ou trois dernières années et qui se sont multipliés.

Malheureusement, très peu des gens essayent d'analyser ces luttes (leurs limites, leurs problématiques, leurs niveaux d'organisation). Ce n'est pas seulement une question de manque d'information due au fait que le grec est une langue « minoritaire », ce qui ne facilite pas les échanges au-delà des frontières linguistiques, mais aussi une question de manque d'analyse. Les militants en Grèce reproduisent souvent un fatalisme en reprochant à la « société » de ne pas « se révolter ». Je veux dire qu'ils n'essayent pas de voir les choses dans une dynamique, comme un processus. Ils imaginent que tout va se faire spontanément, automatiquement etc. Mais, il est vrai d'autre part et heureusement qu'il commence à y en avoir d'autres (je parle surtout de compagnons d'après Décembre et d'après le mouvement étudiant de 2006-2007 qui ne parlent pas la langue de bois des militants –celle des anars et autonomes y compris) qui cherchent des réponses et qui essayent de faire un travail politique de fond. En tout cas, le problème du manque d'infos doit aussi s'analyser comme un problème organisationnel (même-moi je ne trouve pas assez de temps pour écrire et avant tout pour expliquer le contexte et la situation actuelle), de conception et d'analyse. Il faut sortir du hiatus entre analyse et action, autrement que, comme cela se passe actuellement, en essayant de le combler soit par l'activisme soit par la spéculation théorique.

Anonymos

_1.- *Anarchosyndicalisme !* n°117, *« Printemps grec : Dans la spirale infernale du capitalisme »* et *« Printemps grec : Aux prises avec la stratégie étatique »* _2.- Syndicat majoritaire, équivalent de la CGT. Son siège avait été occupé par les révoltés en décembre 2008 _3.- Syndicat du secteur public _4.- Comme partout dans le monde, les centrales syndicales grecques sont dans un double jeu permanent : elles sont un des outils du pouvoir pour obtenir la soumission des foules et, pour cela, elles sont obligées de « faire un petit quelque chose » pour ne pas décevoir leurs adhérents et sympathisants (ce qui leur permet de conserver leur capacité d'encadrement des foules, et donc de remplir leur rôle d'outil du pouvoir).

Ce texte est un extrait d'un courrier dont l'intégralité ainsi que d'autres textes en relations avec les luttes en ce moment peuvent être lus sur : http://cnt-ait.info

STARTPEOPLE & QUALYTEL TELESERVICE

COUCOU, C'EST ENCORE NOUS !

PHOTO CNT-AIT CAEN

Suite au licenciement d'une de ses militantes par l'agence d'intérim STARTPEOPLE (du groupe international UGS), la CNT-AIT de Saragosse a lancé un appel à la solidarité internationale en particulier pour une journée d'action dans la semaine du 9 avril. Ce jour-là, plusieurs manifestations de solidarité ont eu lieu en France

Dans la continuité des deux rassemblements précédemment organisés, les 19 et 26 mars 2010, la CNT-AIT de Caen s'est à nouveau invitée ce vendredi 9 avril 2010 devant l'agence caennaise Startpeople. Elle y a diffusé à cette occasion le tract *¡ Basta, l'exploitation !* aux passants et aux intérimaires de passage.

A Toulouse, une dizaine de militants de la CNT AIT s'étaient également donné rendez-vous devant l'agence locale de Startpeople. Pendant que des copains diffusaient aux intérimaires les tracts rédigé par la CNT -AIT de Caen et déployaient notre drapeau, d'autres sont rentrés dans les locaux pour informer les salariées de l'agence. Toute cette action fut parfaitement perçue par ces travailleurs, tout autant que l'évidence de l'intérêt de la solidarité internationale face à la morgue du capitalisme !

A Clermont-Ferrand, une dizaine de militants de différents courants (CNT-AIT, FA, autonomes…) se sont également réunis devant Startpeople. Une centaine de tracts ont été diffusés, des réactions positives... Pour les photos, rendez-vous sur http://anarsixtrois.unblog.fr/ Solidarité libertaire sans frontière !

Quelques jours plus tard, jeudi 15 avril, c'est à Sens, dans l'Yonne que des anarchistes ont manifesté leur soutien à notre compagne en affichant un texte de solidarité sur les murs de l'agence. Les salariés de Startpeople ainsi que certains habitants de Sens auront ainsi pu prendre connaissance des pratiques de management de Startpeople. (http://www.yvelines-en-luttes.info/spip.php?article231)

« Pourquoi manifester à Valence, pourquoi pourrir notre agence ? », à cette question faussement naïve des responsables locaux, les militants CNT-AIT ont répondu : *« Startpeople est une multinationale, elle ignore les frontières ; notre action sur l'intérim n'a pas de frontière non plus. De plus, en attaquant une militante de l'AIT, c'est toute l'AIT qui agira. Nous sommes au début de la mobilisation et allons étudier ses suites : que Startpeople compte sur notre détermination ».*

Le lundi 26 avril, c'était au tour de USG Restart (du même réseau que Start People) à Cergy d'accueillir un groupe de militants CNT-AIT. Devant l'entrée nous avons diffusé aux personnes rentrant dans l'agence (employés et "candidats") le tract de Caen modifié pour l'occasion. L'accueil a été positif. Un employé a mis à disposition le tract dans la salle de repos des employés, et de nombreux "candidats", faisant écho à la situation faite à la compagne de Saragosse par Startpeople, ont exposé leur point de vue critique sur la situation sociale actuelle et sur ce genre d'agence de reconversion...

Ensuite, les militants de la CNT-AIT se sont rendus à l'agence Startpeople de Rueil Malmaison. Leur passage fut court : l'agence était exceptionnellement (?) fermée,… juste le temps de déposer quelques tracts…

Des opérations de soutien ont également eu lieu en Allemagne, avec la FAU-ASJ de Bonn, la FAU de Franckfort, le groupe de travail international (FAU-Moers), AS Koln (Anarchosyndicat), mais aussi en Pologne (ZSP de Varsovie) et en Norvège où des compagnons de la NSF ont dénoncé publiquement avec des pancartes devant les portes de diverses agences les « méthodes » de Startpeople.

Startpeople, met gracieusement à votre disposition la liste de ses agences sur la page http://www.startpeople.fr/pages/can. Avec quelques copains, partout en France, chacun peut monter son opération de solidarité, par exemple en distribuant devant votre agence locale les photocopies de cette page ou les tracts disponibles sur les sites CNT-AIT. N'hésitez pas à prendre des initiatives !

Pour suivre la Campagne internationale de lutte contre les agences d'intérim menée par l'AIT : http://www.stoptemporarywork.org/

ESPAGNE : CNT-AIT 100 ANS DE LUTTES... QUI CONTINUENT

Notre section soeur ibérique, la CNT-AIT d'Espagne, célèbre cette année ses cent ans de lutte, depuis sa création en 1910. Les célébrations donnent lieu à des festivités et des conférences tout au long de l'année de la part des différents syndicats, au gré des initiatives locales. Car c'est un principe fondamental de fonctionnement de l'anarchosyndicalisme que l'initiative reste toujours aux structures de base, loin de tout fonctionnement centraliste stérilisant. Mais la meilleure façon de rendre hommage à ce centenaire, c'est de poursuivre la lutte contre l'Etat et le capitalisme, sans concession ni compromis. Pour donner une idée de la vitalité de cette jeune centenaire, voici un témoignage et les impressions d'un jeune compagnon qui s'est rendu récemment en Espagne, à Salamanque, où il a pu rencontrer les compagnons de l'anarchosyndicat local de la CNT-AIT. La lutte continue …

Je me suis rendu récemment pour la seconde fois en quelques mois à Salamanque, en Espagne, comme cette partie de la planète est appelée (frontières, frontières…). Un petit résumé de ce que j'y ai vu et/ou appris… Tout d'abord, les murs sont recouverts de A cerclés et autres graffitis anarchistes. Plus encore, il y a beaucoup de graffitis antifascistes: “Carlos, ni oubli ni pardon”, “Antifascistes organisé-e-s”… un peu partout. Beaucoup d'autocollants antifas et d'affiches anarchistes également. Je me suis dis *« enfin un endroit où la rue est à nous ! »*. Eh bien non. J'avais fait des recherches avant de partir. J'ai trouvé qu'il existait à Salamanque un collectif antifasciste, qui avait même envoyé deux de ses militant-e-s à Toulouse pour une conférence. Mais impossible de trouver un contact. Et en me promenant en ville, je vois une petite table tenue par 3 jeunes, avec livres, tracts, CDs… et un drapeau rouge et noir CNT-AIT… Je m'y arrête (je précise que je ne parle pas espagnol, du coup un gros merci à la personne avec qui j'étais sur place !) et on discute 5 mn. Ils m'expliquent qu'ils tiennent régulièrement des tables, mais se font régulièrement virer par les flics, car ils ne demandent pas, logiquement, l'autorisation. Ils me précisent qu'ils sont dispos à leur local tous les soirs. Je m'y suis donc rendu un soir. En attendant, j'ai appris l'origine de tous ces graffitis antifas. Peu de temps avant mon arrivée, était organisée une manif antifa à Madrid, en commémoration de l'assassinat de Carlos, militant antifa, par un militaire, le 11 novembre 2007 (si je me rappelle bien)… Tout s'explique… De plus, deux jeunes antifascistes se sont fait agresser en centre ville par des militants du parti d'extrême droite…

Lors de mes deux passages là-bas, je me suis donc rendu au local des compagnons de la CNT-AIT. Cet endroit est assez grand, avec une abondante bibliothèque. Le local est aussi celui des FIJA (descendant-e-s plus ou moins directs des FIJL - Fédération ibérique des jeunesses libertaires - lors de la Révolution espagnole, sauf que Libertaires est aujourd'hui remplacé par Anarchistes), et celui du collectif féministe (comme quoi, non le sexisme n'est pas culturel en Espagne, et ça fait aussi taire toutes celles et tous ceux qui disent que les anarchistes sont les pires des machos…)

La section salamanquaise de l'AIT est en pleine expansion depuis deux ans, après un passage plus difficile à cause de la scission d'avec la CGT (équivalent ici de la CNT Vignoles). Aujourd'hui ça va beaucoup mieux, avec des militant-e-s actif-ve-s et une majorité de jeunes ! La relève est assurée ! Leur permanences téléphoniques au service des travailleur-euse-s est de plus en plus utile, les appels se multiplient depuis quelques mois. Malgré tout, la CNT/AIT locale en est à plus de 2 500 euros d'amendes à cause des divers graffitis “Guerre Sociale”, “Occupation, Résistance”, “Assassinez l'Etat” et autres A cerclés… Les jeunes communistes ne sont pas en reste et bien plus virulent-e-s que chez nous : « Du travail pour tous », « No Israël »… Quand on sait que les antifascistes ont pris une amende de 350 euros pour avoir diffusé des tracts en ville, on se dit que les gouvernements de droite comme de gauche (PS en Espagne) tentent vraiment de cadenasser tout ce qui gêne et ne marche pas droit. Les compagnons de l'AIT ne font pas vraiment partie des antifascistes salamanquais car selon elles/eux le collectif est dirigé par une communiste autoritaire aux méthodes staliniennes, alors (que) les anarchistes agissent seul-e-s.

En ce moment, la CNT-AIT mène une large campagne pour la libération d'Amadeu Casellas, anarchiste enfermé depuis plus de 26 ans pour avoir participé à des braquages de banques pour financer la lutte des classes… Après plusieurs grèves de la faim, il a fini par être libéré. L'administration pénitentiaire s'est alors aperçue qu'il avait fait huit années de trop de prison, selon ses propres lois ! Pour éviter d'avoir à lui verser des indemnités compensatrices, elle a donc tout récemment monté un coup foireux pour accuser le compagnon de trafic de drogue en prison ce qui, justement, permettrait de le condamner à 8 ans de prison... la perversité de l'administration pénitentiaire est vraiment sans bornes : accuser un compagnon mis à l'isolement et particulièrement surveillé d'organiser un réseau de trafiquant, il faut oser...

En parlant de banques, l’Espagnol qui a arnaqué 700 millions aux banques pour leur faire payer la crise capitaliste était de passage et a rencontré les compagnons de la CNT, malheureusement le jour de mon départ…

Mais comme nous le savons et le répétons, la lutte des classes a plusieurs facettes : économique, politique, étatique pour nous anarchistes, et social. Et à cet effet, nos compagnons espagnol-e-s luttent sur tous les terrains. D'abord, ils/elles essayent de sortir les jeunes de leur apathie consumériste sur

le plan Bologne (la privatisation européenne des facs) et ont appelé à l'abstention lors de l'élection du nouveau doyen, tous les candidats étant pro-Bologne. Un seul autre syndicat lutte contre Bologne, le CEA (Comité Etudiant Alternatif), syndicat « de lutte » réformiste et qui se présente aux élections (un peu SUD Etudiant-e ici je pense), composé selon les jeunes CNTistes de communistes et de socialistes en majorité. Mais les étudiant-e-s préfèrent boire des « copas » (canons) et s'amuser plutôt que de lutter pour un avenir vivable…

En parlant d'alcool, lors de ma première visite j'avais apporté un petit pack de bière aux compagnons, qui m'ont gentiment fait comprendre qu'ils/elles ne buvaient quasiment jamais, encore moins en réunion, car l'alcool abrutit, est cher et fait le jeu de la classe capitaliste. Un exemple à suivre… La CNT-AIT lutte aussi contre le projet de statue de Durruti, idée lumineuse de la CGT (qui se prétend anarchosyndicaliste, avec des délégué-e-s syndicaux, qui participe aux élections professionnelles et bosse avec SUD…). Or les anarchistes n'ont ni chef ni modèle. L'anarchie et les anarchistes ne sont pas des marchandises qu'on vend ou qu'on exploite, mais ça la CGT refuse de le comprendre. Les compagnons étaient présents le jour de l'inauguration en grande pompe avec une banderole où on pouvait lire « 20.000 euros en piedra es vuestra memoria » (20 000 euros de pierres, voila votre mémoire) et ils chantaient pour l'occasion l'hymne de la CNT « A las barricadas » modifié pour la circonstance en « A la mascarada ! »

Enfin, la CNT dénonce une réforme qui semble être en discussion au Parlement européen (Ils/elles ont voté et puis après…) et qui voudrait nous faire bosser 65 h par semaine…

Bref il faut vraiment détruire ce système et ses valets…

« LA GUEULE OUVERTE »

Le bourgeois a une soif irrépressible de pognon, c'est même compulsif. Il est frappadingue de posséder, d'agrandir son patrimoine. Il espère acquérir un 28 pièces à la place de son modeste 22 pièces, bien qu'il n'en utilise guère que 5 ou 6. Il entend régaler ses invités au resto et régler l'addition la plus impressionnante. Il fait visiter sa collection de 25 caisses, sa piscine et son spa, son cinoche, sa serre exotique, son mini golf. Vous présente le majordome, le masseur, le prof de sport et celui de philo, le chef cuistot. Tout ça pour montrer qu'il a du fric sans le dire, chiffrer l'ordinaire, quelle vulgarité ! Il a raccourci le roi, trucidé les nobliaux, mais il se rêve Aristo, il veut dépenser sans compter. Avec ses congénères et sa personne, il n'est pas radasse. Il est même dépensier au point de payer ses emplettes au-delà de leur valeur et faire un investissement disproportionné et peu lucratif de son capital perso. En effet, pour frimer, il n'achète que des produits luxueux à dix ou vingt fois leur coût de production, possède un énorme capital immobilier sous-utilisé. Conduites de la sorte ses affaires seraient ruineuses. Mais le bourgeois n'ignore pas cette loi de la physique : à quantité égale, si on met plus là, c'est moins ailleurs. C'est pour le revenu des autres que le bourge devient féroce. Le capital productif et financier doit dégager le max de fric, l'investissement idem, les salaires au ras des pâquerettes, la protection sociale maigrelette. C'est comme ça qu'il obtient sa rente, le bourgeouille. Ca palpe dur, le rentier : ceux du CAC 40 ont perçu en moyenne en 2005 4,8 millions d'euros, tandis que le salaire moyen était de 1 800 € mensuel (P. Bonazza, « Les goinfres », chez Flammarion). Dans ce bouquin, on apprend que le revenu annuel moyen patronal est de 38 497 € pour 20 salariés et de 109 273 € pour 50 salariés. Faut-il penser que le taulier d'une boîte de 50 salariés se gave de 2 185 euros par salarié. J'ajoute les frais de bouffe, de logement, de bagnoles, de sorties réglées par leur société, la vente de leur société au départ à la retraite, les revenus liés à quelques autres activités, les revenus de leurs placements financiers et immobiliers, voire la monnaie au black. Sont pas à plaindre, les patrons. Autre chose m'agite les méninges : vu que la majorité des turnes comptent 100 à 500 salariés, le proprio engrangerait-il 2 185 € par X salariés, soit de 218 500 à 1 092 500 euros ? Mais il ne faut pas se laisser endormir par les discours et les critiques superficiels qui balancent sur les bénefs du CAC 40 et les PDG. Sont nombreux, les dirlos, les chefs, les cadres supérieurs, les planqués, les rejetons à papa-maman, les qui-servent-à-rien, les actionnaires, qui biffetonnent sur notre dos. Les élus aussi, ça vit bien : un conseiller régional, ça pérore à 31 555 euros en moyenne par an (Le Canard Enchaine du 10 mars 2010). Le même Canard, celui de la semaine suivante, le 17 mars, signale que le PDG de Sanofi-Aventis s'engraisse en 2009 de 7,1 millions d'euros (salaire, stocks-options, bonus). En plus, leur faut des berlines blindées grosses comme des autobus : des burlingues en marbre de Carrare, bois et métaux précieux ; des portes plumes Montblanc, des fringues en alpaga, poils de bique ou chameau, etc. Alors, camarade, tu dis qu'on va leur électionner, manifestonner, grévetonner l'existence. C'est leur botter le cul, les virer à coup de lattes, les foutre à la lanterne, la vraie solution. T'attends que le syndicat sonne la charge. Tu rêves, camarade, on va te balader de manifs en préfectures, de délégations en grévettes, de slogans minables en revendications pourries… Tes dirigeants, camarade, ils veulent pas changer l'monde, s'attaquer au mal par ses causes, mais en croquer du flouse. Ils pactisent avec les richards. Tiens, le Proglio, PDG de son état, un vrai morfale de monnaie : 450 000 euros de Véolia et 1,6 million d'euros d'EDF de salaire annuel, la retraite-chapeau d'un million d'euros plus la retraite classique, ses stocks options et son épargne. L'était ambitieux le gars : tout pour sa tronche, que dalle pour nous. Les syndicats de Véolia : CFDT, CGT, CGC, UNSA, FO, le soutiennent et dénoncent une chasse aux sorcières. Paraît qu'il était généreux à Véolia avec certains syndicats et municipalités. Alors, camarade : les larbins du patronat faudra aussi les baffer !

Galibot, de Caen.

Que faire ?

Le réseau fédéral de la CNT-AIT offre de nombreuses possibilités d'activités pour l'anarchosyndicalisme. De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.

Débattre

De la Libération à la capitulation

Au Complexe Duranti, salle de la Commanderie, rue Lt-Col Pelissier, métro Capitole, Toulouse, le 10 juin (20 h 30), présentation et débat organisé par la CNT-AIT. Ce n'est pas pour rien que la période qui va de l'été 1944 à mai 1945 - *de la Libération à la capitulation de l'armée allemande* - est peu connue. Ce n'est pas pour rien non plus que les cérémonies qui commémorent la Libération occultent systématiquement derrière l'histoire militaire et antifasciste la réalité sociale d'alors, celle d"un mouvement populaire massif qui, par exemple, mit en œuvre des pratiques d'autoorganisation dans les usines pendant plusieurs mois. Ce que marquent les cérémonies du 8 mai c'est la reprise en main des affaires par la bourgeoisie de l'époque : en échange de quelques avantages donnés aux institutions syndicales, le capitalisme fit oublier sa complicité avec le nazisme, et dés ce jour là, s'est donné les moyens de nous faire payer ses "crises". Entrée libre.

A « La Chapelle », 36 rue Danielle Casanova, métro Canal, Toulouse :

- Jeudi 3 juin, 19 h 30 : ***La propriété.*** Débat, précédé d'une intervention par un militant de la CNT-AIT. Interviendra également dans la soirée une juriste.

- 24 juin, 19 h 30 : ***Art de la guerre et stratégies indirectes***, par un militant CNT-AIT. On parle communément de conflit asymétrique pour décrire un affrontement du faible contre le fort. Ce type de conflit a émaillé l'histoire humaine et a souvent révélé, par des victoires inattendues, une autre dimension du rapport de force. Dans ce cadre, la stratégie indirecte est cet art qui consiste à faire surgir la force de la faiblesse. Des premiers ouvrages de Sun-Tse, jusqu'aux opérations de guerre psychologique, cette conférence essayera d'en dégager quelques principes généraux.

Réviser l'Espéranto

Nous avons le plaisir d'annoncer la création d'un blog anarchosyndicaliste en Espéranto, destiné à publier des textes aussi bien historiques que d'actualité sur notre mouvement dans la langue internationale. Une raison de plus pour réviser vos connaissances ou vous mettre à son apprentissage ! http://informabulteno.wordpress.com/

Sans oublier

La solidarité avec les compagnons Serbes (p 12 et 13), ni les journés organisées par le Rassemblement (page 5) ou la soirée d'Elan de Solidarité pour les victimes du séisme au Chili, salle des fêtes de Lauzerte, 5 juin, 19 heures !

Passer de bonnes vacances

En participant au camping CNT-AIT. Il se déroulera du dimanche 1er au dimanche 8 août 2010.C'est l'occasion de joindre l'utile (échanger, s'informer, débattre) à l'agréable (dans un cadre simple et accessible à tous). Si vous êtes intéressé, n'hésitez pas à contacter le journal pour en savoir plus.

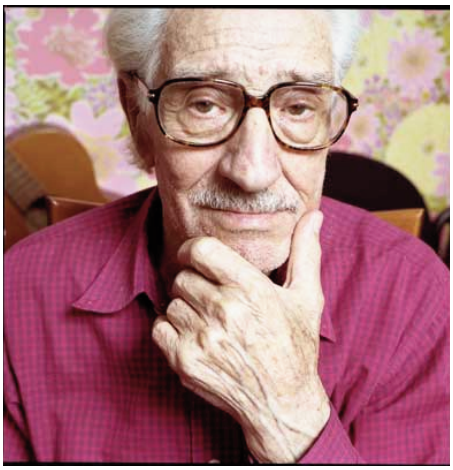
Et aussi

- S'abonner à la liste de diffusion internet : http://liste.cnt-ait.info Elle vous permet de rester au courant et en liason avec nous. C'est gratuit.
- Tchatcher sur le forum de la CNT-AIT de Caen http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/
- Ecouter et faire écouter des textes de la bibliothèque sonore libertaire (c'est également gratuit) : AnarSonore.free.fr
- Enrichir AnarSonore en enregistrant de nouveaux textes (classiques, articles...)
- Diffuser *Anarchosyndicalisme !* Prenez contact avec le journal par mail à *redation.journal@orange.fr* ou à notre adresse postale. Les conditions sont étudiées en fonction des possibilités de chacun.
- Diffuser le bulletin *Un autre futur.* Il parait bimestriellement en alternance. Destiné à une diffusion plus massive, il publie essentiellement des articles courts et plus accessibles à un lecteur non militant.

Nous rencontrer, nous écrire

- Montauban : contact à la table de presse, les samedi, 10 h 15 à 12 h au marché du Jardin des plantes
- Toulouse : CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 (métro Carmes ou Salin). Permanence tous les samedi 17 à 19 h. Egalement aux Puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers.
- Dans le Gers, *Anarchosyndicalisme !* est diffusé par la librairie « Les petits papiers » rue Dessolés. Pour prendre contact avec la cnt-ait : sia32@no-log.org
- Quercy-Rouergue, autres départements de Midi-Pyrénées : écrire au journal qui transmettra.
- Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000. Permanences le samedi à partir de 15h.
- Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex. Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).
- Paris : CNT-AIT, 108 rue Damrémont 75018. Adresse mail : contact@cnt-ait.info Tables de presses régulières dans les XIX et XVIIIème arrondissement.
- Lyon : Contact : Gé ou Rob, Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.
- Chalons-sur- Saône : CNT-AIT, Maison des syndicats, 2, rue du Parc 71100.
- Lille :nous contacter à : cnt.ait.lille@no-log.org
- St nazaire : écrire au journal.
- Dans l'Yonne CNT-AIT : http://gasycntait89.overblog.com ou s'adresser à la CNT-AIT de Paris qui transmettra.
- Clermont-Ferrand (en formation) écrire au journal qui transmettra.

EMILE TRAVE



Emile Travé, lutteur acharné de l'Idéal, nous a quitté. Né en Espagne vers 1915, travailleur du textile dès 14 ans il milite à la CNT. Pendant la révolution, il intègre la Colonne Durruti. Passé en France avec la retirada, il est interné dans divers camps de concentration de la République française. Pendant l'occupation il participe à la Résistance et prend part en 1945 aux combats pour réduire les dernières poches nazies de l'Atlantique. Il était alors membre du Bataillon Libertad, presque entièrement composé de libertaires espagnols.

En 1946, il participe à la création de la CNT-AIT française dont il allait être nommé secrétaire, tout en continuant à militer à la CNT espagnole de l'exil. Dans les années 1960-1970 il profita de ses voyages pour « affaires de famille » à Rubi pour assurer des contacts avec les compagnons de l'intérieur. Après la mort de Franco, il s'oppose à la transformation de la CNT espagnole de l'exil en une régionale de l'extérieur, qui pour lui n'avait alors plus de sens, et ne milita plus dès lors qu'à la CNT-AIT française.

Mais, Emile, c'était avant tout une personnalité entière, généreuse et chaleureuse. Je me souviens de notre première rencontre. Nous étions en 1996, dans le bus loué par les compagnons de Pau pour aller au Congrès de Madrid de l'AIT, où devait se régler la question de notre dilemme avec la partie réformiste de la CNT, connue aujourd'hui sous le nom des Vignoles. Je venais de rejoindre la CNT depuis quelques années, et j'étais impressionné face à ce que je me représentais comme un « monument de l'histoire de l'anarchisme du XX siècle ». Mais Emile dissipa très vite cette impression, tout naturellement : il était allé directement s'asseoir au fond du bus sur la banquette arrière, celle des chahuteurs, où nous avons passé le long trajet à parler, rire et chanter. Arrivé à Madrid, il était là, vitupérant contre les réformistes. Pendant le congrès, très attentif et clairvoyant, il déjoua en les exposant publiquement les manœuvres de coulisses des réformistes, alors qu'ils essayaient de faire pression sur certains vieux délégués (notamment de la FORA) pour qu'ils changent leur vote.

Il était comme ça Emile : aimant la vie, l'amour, blaguant, poète à ses heures, capable de grande tendresse comme de colères énormes, mais toujours sérieux et sans compromis quand il s'agissait de l'Idéal.

Emile était de ses personnages qui vous marquent pour la vie, un Don Quichotte de l'idéal. A notre fidèle lecteur, à notre ami, nous disons au revoir compagnon, que la terre te soit légère. Puisse ton exemple de lutteur infatigable continuer à nous inspirer.

T.

Quand un volcan fait boum... (suite de la p 20)

« muezzins de l'économie » risque fort de ne pas être entendu, alors qu'en même temps que la crise plonge une partie significative de la population dans la pauvreté, elle enrichit monstrueusement une petite oligarchie. Le « désamour », la désaffection entre Super K et son peuple semble inévitable : ce revirement idéologique à 180 degrés est dû à la voracité, à la rapacité même du système qui n'hésite pas à prendre des risques inconsidérés (pour sa survie même) pour accroître ses profits. La crise va servir à abaisser au maximum les coûts du travail ; les zones qui échappaient plus ou moins à la surexploitation vont disparaître dans la tourmente, sauf bien sûr si la « résistance sociale » est trop forte.

Super K et son état-major ont évidemment prévu toutes sortes de plan B : si la paix sociale est trop menacée, on peut faire donner la social-démocratie qui rétablira un *« capitalisme à visage humain, durable, équitable, délicieusement vert »*, et si malgré leur bonne volonté, mainte fois éprouvée, les socialos et leurs alliés échouaient à rétablir l'ordre, il ne se gênera pas pour passer au plan C : mise en place d'un régime ultra-autoritaire avec éventuellement une bonne petite guerre en option. Ils peuvent faire des plans, anticiper, tenter des coups de bluff… ils ne peuvent plus cacher leur fébrilité, leur fragilité : ils sont sérieusement ébranlés.

Dans l'immédiat, à cause de leur rapacité congénitale, Super K et son équipe managériale naviguent à vue, le nez dans le guidon, aveuglés par le court terme, boostés aux amphétamines, ils courent d'un bout à l'autre de leur bateau, qui fait eau de toute part, pour tenter de colmater les brèches. Leur avidité a porté un coup très sérieux à leur crédibilité, leur légitimité est ébranlée, leur empire vacille. Le tournant idéologique qu'ils tentaient de négocier semble extrêmement hasardeux : passer d'un espèce d'épicurisme frelaté (*« Enrichissez-vous et amusez-vous »*) à un stoïcisme extrêmement sombre (*« Travaillez et souffrez en silence, de toute façon vous resterez pauvres »*) ne suscitera vraisemblablement pas l'enthousiaste adhésion des foules. Il y a dans l'air comme une odeur de fin de règne.

Gargamel

« Quand un volcan fait boum, Le monde entier dit boum ! »

Encore une fois, ce système si infatué de lui-même, si fier de ses prouesses technologiques, a révélé au grand jour son extrême fragilité : il a suffi d'un peu de fumée pour clouer au sol des milliers d'avions, pour immobiliser pendant quelque temps des cohortes d'hommes d'affaire hyperactifs et surbookés, intimement convaincus de l'extrême urgence et de la haute importance de leurs missions, persuadés d'être le moteur du monde, brutalement stoppés dans leur course démentielle, totalement soumis aux caprices des forces telluriques.

Dans ce monde qui cherche à réduire voire abolir l'espace et le temps, où l'immédiateté et la vitesse sont devenues fondamentales dans la course au profit, des forces parfaitement incontrôlées ont réussi à imposer un arrêt salutaire, une pause temporaire.

Dans des cieux redevenus sereins, l'aigle avait repris son vol (en fond sonore, air de flûte andine « El Condor pasa »). *« Ô, avion suspends ton vol, et vous fumées propices revenez »* pourrait-on s'écrier en parodiant le poète.

Un peu de fumée à donc réussi à transformer l'espace aérien en une sorte de zone d'autonomie temporaire, pour reprendre une expression en vogue chez les Blackblocks. Question superbanco qui intéresse tous ceux qui voudraient voir la dite zone d'autonomie s'étendre à la terre entière : combien faudra-t-il de « volcans sociaux » pour stopper définitivement la course stupide au profit et les dégâts collatéraux irréparables qu'elle suscite ? Combien faudra-t-il de marées noires, combien de catastrophes environnementales (comme si la Terre n'était qu'un « environnement », une sorte de décor de théâtre que l'on pourrait changer au gré des besoins) pour que ce système qui a fait de l'asservissement des hommes et de la nature son unique loi arrive enfin à imploser ?

Car c'est bien le problème : nous sommes face à un système sociétal d'une grande fragilité, mais qui est doté d'une forte adaptabilité.

Confronté sans arrêt à des crises diverses et variées, il déploie toutes sortes de moyens pour faire face à « l'adversité ». Le capitalisme est à la fois fragile et résistant, combatif et féroce. Mais, comme tous les ogres des légendes, ce monstrueux système a son point faible, son talon d'Achille : c'est son appétit même, son insatiable faim de profit qui inéluctablement l'entraîne à sa perte. L'exploitation des ressources naturelles et humaines a nécessairement des limites, limites que l'on est en train d'atteindre à grands pas : la planète est déjà bien pillée, bien saccagée ; les humains sont exsangues ou bouffis suivant le type d'asservissement qu'ils subissent, malheureux, exploités et abusés dans tous les cas.

Le drame, c'est que nous sommes à la table de l'ogre, non pas comme convives, mais bien au menu. Et, parier sur une apoplexie soudaine, une attaque foudroyante pour cause de boulimie morbide du monstre, semble relativement risqué quand on est en attente à proximité immédiate de la marmite. L'effroyable boulimie du capitalisme ne sera pas suffisante pour l'emporter de vie à trépas. Souvent nous l'avons crû au bout du rouleau, mais habilement soignée par divers mages, nécromanciens et autres économistes, la bête toujours refait surface.

Cependant, cette fois, il semble bien que nous arrivions à une période charnière : la crise, que l'on nous présentait hier encore comme définitivement jugulée, continue en fait à s'aggraver, à s'installer durablement. Le coup de fièvre bancaire s'avère n'avoir été que le symptôme précurseur d'une maladie qui risque fort d'être longue voire fatale. La cure drastique d'austérité présentée comme seul remède possible et efficace contre la maladie de « Super Kapital » sera nécessairement trop mal vécue par les classes laborieuses.

Depuis des dizaines d'années, « Super Kapital » avait établi un deal, un contrat avec ses sujets (du moins dans les pays « riches »). Les termes en étaient clairs : *« Je vous exploite, certes, mais 'modérément' : en échange de votre labeur vous pourrez avoir accès au paradis de la consommation ; en échange de votre souffrance, vous aurez accès à de menus plaisirs ».* Or, depuis la maladie de « Super K », c'est un tout autre discours que l'on tient aux masses laborieuses : *« Vous serez exploités sans retenue et nombre d'entre vous n'aura plus accès au paradis de la consommation ; vous êtes condamnés à souffrir sans contrepartie, mais c'est pour mon bien qui est après tout aussi le vôtre ».*

En passe d'être tous précarisés, insécurisés, de voir leurs maigres acquis sociaux en voie de liquidation, les travailleurs européens relativement « protégés » jusqu'à présent vont sans doute assez peu apprécier le nouveau deal que leur propose « Super K ».

L'adhésion des populations à un système social donné repose quand même, en dehors de la contrainte militaro-policière, sur un assentiment général vague qui fait que malgré les imperfections ou les travers évidents de la machinerie, une majorité continue à y trouver un certain intérêt. Or l'appel au sacrifice des

SUITE PAGE 19